

BRÈVES ÉCONOMIQUES PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

N° 36 – du 3 octobre au 10 octobre 2024

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH
EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉRAN, TEL-AVIV)

ZOOM : IRAK - LE DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVÉ NON PÉTROLIER

L'économie irakienne est très peu diversifiée et est caractérisée par un secteur privé faible, en particulier dans l'Irak hors Kurdistan, et un manque d'infrastructures. Le secteur pétrolier représentait 45% du PIB en 2023. L'industrie non-pétrolière (industrie manufacturière, électricité, eau et construction) ne représente qu'entre 5 et 10% du PIB selon les années (5,4% en 2022). Les infrastructures en Irak ont beaucoup souffert des décennies de conflits et de sanctions de 1980 à 2017 – les coûts de la seule reconstruction post-Daesh ont été estimés par la Banque Mondiale à 57 Mds USD en 2018.

LE CHIFFRE À RETENIR

5,4%

**PART DU SECTEUR
INDUSTRIEL NON PÉTROLIER
DANS LE PIB EN 2022**

Le secteur privé irakien n'est en général pas en mesure d'assurer ces investissements. S'il existe de grands conglomérats irakiens (les groupes KAR, Qaiwan, Hewa, Khoshnaw, Farouk au Kurdistan, Al-Handal, Al-Bunnia, ALMCO, Ruban Al-Safina, Shamarra, March Holding Group dans le reste de l'Irak), souvent familiaux, ceux-ci sont freinés par un secteur bancaire incapable d'assurer le financement de l'économie.

Le gouvernement d'Al Soudani tente de mettre l'accent sur le développement du secteur privé et l'investissement privé, d'autant plus que les ressources publiques sont contraintes. En effet, si les revenus pétroliers sont importants (de 40 à 60% du PIB selon les années), et portés récemment par un prix élevé du baril, l'exécution des dépenses d'investissement est souvent sacrifiée au profit des dépenses de fonctionnement (75% du budget), nécessaires pour assurer la paix sociale. Le gouvernement d'Al Soudani a ainsi mis en place des mécanismes pour développer le secteur privé et l'industrie non-pétrolière :

- Émission de garanties souveraines au secteur privé irakien pour l'importation d'usines ou de lignes de production dans un nombre limité de domaines jugés prioritaires (médicaments, construction, chimie et pétrochimie, agriculture, sécurité alimentaire). Ces garanties souveraines doivent théoriquement permettre aux exportateurs – notamment occidentaux – d'avoir plus facilement recours aux garanties des agences nationales de crédit-export.
- Le développement de dispositifs d'accès aux devises étrangères est aussi facilité par la Banque Centrale d'Irak via la négociation d'accords entre des banques étrangères et certaines banques irakiennes. Ce dispositif permettra entre autres d'apporter une sécurité de paiement aux exportateurs.
- L'investissement privé est également privilégié et facilité via notamment l'*Iraqi Fund for Development* (IFD). L'IFD, abondé par le budget de l'État (2,3 Md\$ sur 2023-2025), vise à faciliter l'investissement privé et la participation d'entreprises privées (étrangères ou non) en les accompagnant financièrement (à hauteur de 25% maximum) et en créant des partenariats avec elles.

Malgré cela, les chantiers restent nombreux pour le gouvernement : des réformes sont attendues sur une multitude de sujets, comme les investissements, les partenariats publics-privés, la fiscalité et la simplification administrative, le secteur bancaire, l'emploi. Pour le moment, malgré l'attention portée aux sujets économiques, aucune réforme d'ampleur dans ces domaines n'a été adoptée sous le gouvernement Al-Soudani (en poste depuis octobre 2022). Une prolongation de son mandat à l'issue des élections générales prévues en octobre 2025 pourrait toutefois lui en donner l'occasion.

Service Économique de Bagdad

ÉGYPTE

1. INVESTISSEMENT DE 675 M\$ DANS LA 5G

L'Autorité nationale de régulation des télécommunications (NTRA) a accordé des licences pour l'installation et l'exploitation de réseaux 5G aux opérateurs Vodafone, Orange et Etisalat, pour un montant total de 675 M USD. En réaction, le PDG de Vodafone, Mohamed Abdallah, a annoncé que ces services seront lancés dans les six mois. Cette initiative constitue un véritable atout pour les entreprises, leur permettant de bénéficier d'une connectivité optimisée pour analyser des volumes importants de données, ce qui renforcera leur efficacité opérationnelle et stimulera leur croissance. Avec un taux de pénétration d'environ 95 % pour la téléphonie mobile et de 49 %, pour l'Internet, cette initiative s'inscrit dans la stratégie nationale de transformation numérique 2030. En janvier 2024, Telecom Égypte (We) avait obtenu la première licence du pays pour 150 M USD.

2. BAISSÉ ACCRUE DES REVENUS DU CANAL DE SUEZ AU SECOND SEMESTRE 2023/2024

Selon les dernières données relatives à la [balance des paiements](#), publiées en octobre 2024 par la Banque Centrale d'Égypte, les revenus du canal de Suez ont atteint 1,84 Md USD au cours du second semestre de l'année fiscale 2023/24 (janvier à juin 2024), se contractant de plus de 60 % en glissement annuel. Ils ont atteint 6,6 Mds USD sur l'ensemble de l'exercice, en recul de plus de 24 % par rapport à l'exercice précédent. Ces données témoignent de l'impact durable et croissant des tensions géopolitiques régionales et attaques en mer Rouge, qui ont poussé de nombreuses compagnies maritimes à réorienter leurs itinéraires (contournement de l'Afrique via le Cap de Bonne-Espérance). En juillet 2024, seulement 1047 navires et tankers ont emprunté le canal, contre 2 158 à la même période l'année précédente. Pour rappel, les droits de passage du canal représentent une source de devises stratégique et l'une des quatre principales rentes de l'économie égyptienne.

IRAK

1. APPEL D'OFFRES DE LA BANQUE MONDIALE POUR LA MODERNISATION D'UNE VOIE FERROVIAIRE

La Banque Mondiale a publié un [appel d'offres](#) pour un projet de réhabilitation d'un tronçon ferroviaire de 200km entre Bagdad et Baiji dans le nord du pays. Le projet porte sur les études et la réalisation des travaux prévus sur une durée de 24 mois. Il vise en

particulier à la mise aux normes de la voie au standard d'écartement de rail UIC60 (*standard-gauge*). La date de remise des offres techniques et financières est fixée au 14 novembre 2024. Le montant du financement n'est pas communiqué

2. PROJET D'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

L'Irak poursuit la modernisation de son secteur électrique dans un contexte marqué par une production insuffisante d'électricité pour satisfaire la demande croissante. L'US Exim Bank a approuvé un financement de 297 M\$ pour la mise en œuvre d'un projet d'efficacité énergétique mené par Stellar Energy Americas. Ce projet vise à optimiser la production d'électricité en convertissant des centrales à cycle simple en centrales à cycle combiné, augmentant ainsi la capacité de production tout en réduisant les émissions de gaz à effet de serre. 80% de la production d'électricité du pays est réalisée par des centrales au gaz.

IRAN

1. DÉFICIT DE 22% DES RECETTES DESTINÉES AU PAIEMENT DES SUBVENTIONS

Selon la Cour des comptes, au cours des six premiers mois de l'exercice 2024/2025, seulement 28 % des recettes budgétaires destinées au paiement des subventions prévues par l'alinéa 14 de la loi de finances 2024/2025 auraient été réalisées. Le reste aurait été couvert par des dettes non prévues dans la loi de finances, contractées auprès de la Banque Centrale et du Trésor Public. Pour mémoire, selon le dernier rapport de la Cour des comptes à mi-parcours de l'exercice 2024/2025, le déficit budgétaire se serait élevé à 610 000 Mds IRR (soit 2 Mds € au taux de change retenu dans le budget), ce qui devrait impacter négativement la masse monétaire et l'inflation dans les prochains mois.

2. PLAN POUR FAIRE FACE AUX DÉSÉQUILIBRES ÉNERGÉTIQUES À L'ÉTÉ 2025

Le ministère de l'Énergie prévoit 14 projets dans les domaines de la production, de la distribution, du financement et de l'optimisation de l'énergie électrique pour faire face aux déséquilibres énergétiques attendus à l'été 2025. Parmi ces projets, les plus significatifs concernent la construction de nouvelles centrales thermiques d'une capacité nominale de 16 000 MW et de centrales d'énergies renouvelables d'une capacité de 3 000 MW. Pour mémoire, selon la Commission de l'Énergie de la Chambre de commerce d'Iran, le déséquilibre énergétique devrait atteindre

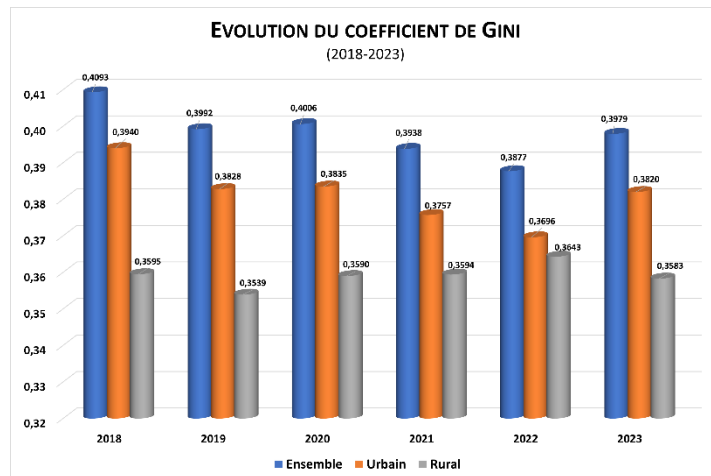
24 000 MW au moment du pic de consommation à l'été 2025. Les prix administrés pour les producteurs et les tarifs subventionnés pour les consommateurs rendent le financement des projets moins attractif, ce qui contribue au vieillissement des anciennes centrales thermiques et freine la production.

3. LA PRODUCTION « CKD » DE VÉHICULES CHINOIS DEMEURE PRÉPONDÉRANTE

Selon la Banque Centrale, au cours des sept premiers mois de 2024/2025, 4,3 Mds \$ auraient été alloués aux industries du transport, dont 2,5 Mds \$ au taux NIMA 2 et 1,8 Mds \$ provenant du financement direct des exportateurs. Durant cette période, 22 264 véhicules auraient été importés pour une valeur de 439 M\$, soit 10 % du total des devises allouées aux industries du transport. En réalité, la politique prioritaire en la matière demeure l'assemblage local de kits chinois importés (Complete Knock Down -CKD). Cette tendance est confirmée par les statistiques publiées récemment par la douane, qui indiquent qu'au cours de cette période, 2,9 Mds \$ de pièces détachées pour véhicules ont été importées, ce qui signifie que la valeur des importations de pièces détachées serait plus de 6,5 fois plus élevée que celle des importations de véhicules assemblés. La majorité de ces pièces détachées proviennent de la Chine (70%), des Émirats Arabes Unis (14%) et de la Turquie (6%). Pour mémoire, la part des véhicules chinois assemblés dans la production nationale est passé de 5 % en 2019 à 22 % en 2023.

4. HAUSSE DE 2,7% DU COEFFICIENT DE GINI EN 2023/2024

Selon le Centre national des statistiques, le coefficient de Gini (indice permettant d'apprécier les inégalités dans la distribution des richesses d'un pays, entre 0 - égalité parfaite - et 1 - inégalité extrême) se serait élevé à 0,3979 en 2023/2024 (+2,7% en g.a) traduisant un accroissement des inégalités. Dans les zones urbaines, la province du Sistan-et-Baloutchistan (0,4198, -12 % en g.a.) et la province de Téhéran (0,4085, +12 % en g.a.) présentaient les niveaux d'inégalité les plus élevés. L'indice dans les provinces de Qom et de Fars aurait diminué de 0,062 point, tandis que dans les provinces de Kermanschah et de Téhéran, il aurait augmenté respectivement de 0,0467 et 0,0441 point. Le coefficient de Gini dans la province de Téhéran est le plus élevé sur les 18 dernières années.



ISRAËL

1. LA BANQUE CENTRALE RÉVISE SES PRÉVISIONS DE CROISSANCE À LA BAISSE.

Lors de la réunion de son comité monétaire les 8 et 9 octobre, la Banque d'Israël a décidé de maintenir son taux directeur à 4,5% face à l'intensification et à la régionalisation du conflit, alors que l'inflation ne faiblit pas (3,6%). Parmi les critères ayant justifié sa décision, le gouverneur de la Banque Centrale a mentionné la baisse de croissance par rapport à la tendance à long terme, la dépréciation du shekel (de 2,8% face au dollar et 1,5% face à l'euro depuis la dernière décision fin août), ainsi que le ralentissement dans le secteur immobilier et la hausse des cours du pétrole. La Banque Centrale a également révisé à la baisse ses prévisions de croissance à **0,5% pour 2024** et **3,8% pour 2025**, inférieurs aux prévisions de juillet (1,5% en 2024 et 4,2% en 2025, cf. brèves n° 27-2024). En parallèle, les réserves en devises étrangères de la Banque Centrale ont atteint un nouveau record fin septembre, à 220,3 Mds USD (42,8% du PIB).

2. LES DÉPENSES CIVILES DE R&D À 6,3% DU PIB EN 2023

D'après le Bureau central des statistiques, les dépenses civiles en matière de R&D en Israël se sont établies en 2023 à 119,3 Mds d'ILS, soit 6,3% du PIB. En prix courants, ce montant représente une baisse de 1,4% par rapport à 2022 après plusieurs années successives de hausse (+13,6% en 2022 par rapport à 2021). Ces dépenses restent parmi les plus élevées des pays de l'OCDE, principalement en raison de la forte concentration de centres de développement d'entreprises multinationales en Israël. Les entreprises dominent la R&D civile avec 93% du total, alors que le système éducatif (5,5%), le gouvernement (0,9%) et les organismes sans but lucratif (0,5%) jouent un rôle secondaire.

3. PATRICK DRAHI ACQUIERT UN PROJET IMMOBILIER À TEL AVIV POUR 220 M€

L'homme d'affaires franco-israélien, principal actionnaire d'Altice Europe dont la chaîne de télévision I24News et l'entreprise télécom israélienne HOT sont des filiales, a fait l'acquisition d'un mégaprojet immobilier à Tel Aviv, pour un montant estimé à 900 M ILS (220 M EUR). L'accord, qui confère à M. Drahi 94% des actions du projet, a été signé il y a environ un an et finalisé récemment. Le complexe immobilier, situé sur la promenade de Tel Aviv, comprend deux tours de 25 étages : l'une sera utilisée pour des résidences et comprendra 230 appartements et la seconde sera un hôtel de 227 chambres. L'hôtel sera opéré sous l'enseigne de la chaîne internationale de luxe Mandarin Oriental, qui fournira également des services aux résidents permanents.

JORDANIE

1. SIGNATURE D'UN ACCORD DE PARTENARIAT ÉCONOMIQUE AVEC LES EAU.

Les Émirats Arabes Unis (EAU) et la Jordanie ont conclu un *Comprehensive Economic Partnership Agreement* (CEPA) pour dynamiser leurs échanges commerciaux non-pétroliers, qui s'élevaient à 4,2 Mds USD en 2023 (en hausse de +46 % depuis 2019). L'accord cible, en particulier, l'agriculture, l'industrie et les énergies renouvelables. Pour rappel, la Jordanie est le troisième partenaire commercial arabe des EAU, hors Conseil de Coopération du Golfe (CCG). Les investissements émiriens dans le Royaume Hachémite s'élèvent, en outre, à plus de 22,5 Mds USD, notamment dans l'énergie, le tourisme, l'immobilier, la santé et l'industrie manufacturière.

2. BANQUE MONDIALE: PUBLICATION DU JORDAN ECONOMIC MONITOR

La Banque Mondiale a publié début octobre son *Jordan Economic Monitor – Strength amid Strain: Jordan's economic resilience* sur les évolutions récentes de la situation économique nationale. Selon ce rapport, qui s'appuie sur les données consolidées à la mi-juillet, la croissance devrait s'établir à 2,4 % en 2024 – soit une baisse de 0,1% par rapport aux prévisions du *Country Partnership Framework* publié fin février. Les prévisions concernant la dette publique ont également été revues à la baisse : elle est estimée à 113,9 % du PIB, contre 114,2 % du PIB fin février.

LIBAN

1. ÉTAT DES LIEUX DES INFRASTRUCTURES ÉCONOMIQUES VITALES

Les infrastructures économiques vitales du Liban n'ont pas connu de dégradation substantielle au cours des dernières semaines en dépit de l'intensification des frappes israéliennes sur une partie du territoire libanais (Sud Liban, Bekaa, banlieue sud de Beyrouth). L'aéroport de Beyrouth – unique infrastructure aérienne civile du pays – continue de fonctionner, bien que la quasi-totalité des vols y sont désormais opérés par la compagnie nationale Middle East Airlines (qui maintient notamment deux vols quotidiens avec Paris). Les deux principaux ports du pays, à Beyrouth et Tripoli, continuent également d'opérer, tout comme les terminaux parapétroliers privés. Les circuits logistiques sont toutefois perturbés au sein du pays, en particulier au Sud Liban et dans la Bekaa, ainsi que vers la Syrie. Les infrastructures d'Électricité du Liban ont connu des dommages localisés, tout comme celle des Établissements des Eaux, mais les principaux sites de production n'ont pas été visés à ce stade. De même, des infrastructures de télécommunications ont été endommagées dans les zones ciblées par les frappes. Le réseau de télécommunications apparaît particulièrement vulnérable dans la mesure où le Liban est connecté au réseau mondial via seulement deux câbles sous-marins (IMEWE et CADMOS).

2. PRÊT DE 250 M\$ DE LA BANQUE MONDIALE EN SOUTIEN AU SECTEUR DE L'ÉLECTRICITÉ

Le conseil d'administration de la Banque Mondiale (BIRD) a validé le 1^{er} octobre un projet de prêt de 250 M\$ visant à financer : **(i)** le renforcement d'Électricité du Liban (EDL) via la construction d'un centre de dispatching, le renforcement du réseau électrique et l'amélioration de la collecte des factures ; **(ii)** des investissements dans les énergies renouvelables à travers la construction d'une centrale solaire de 150 MW et la réhabilitation de centrales hydroélectriques. En matière de conditionnalités, la préparation du projet a permis d'enclencher de premières réformes : outre la hausse des tarifs appliquée début 2023, le Parlement a adopté fin 2023 une loi pour favoriser les énergies renouvelables décentralisées (« *DRE law* ») et les autorités ont préparé mi-2024 un plan de recouvrement des pertes, les audits financiers d'EDL et un mécanisme de gestion de sa trésorerie. La mise en œuvre du projet de la Banque Mondiale apparaît comme une étape indispensable dans le processus

de redressement du secteur de l'électricité, qui connaît depuis trois ans une situation d'effondrement quasi-total.

TERRITOIRES PALESTINIENS

1. PAIEMENT À HAUTEUR DE 70% DU SALAIRE DES FONCTIONNAIRES POUR LE 2^{ÈME} MOIS CONSÉCUTIF

Le ministère palestinien des Finances a annoncé le mercredi 9 octobre que les salaires des fonctionnaires pour le mois d'août seront versés cette semaine, à hauteur de 70%, après plusieurs mois à 50 puis 60% et un seuil plancher d'environ 850 euros. Il a été précisé que plus de 70 % des employés, dont les salaires sont inférieurs au plafond fixé, recevront l'intégralité de leur rémunération. Le ministère a ajouté que les arriérés restants seraient versés dès que les conditions financières le permettront. Pour rappel, les arriérés de l'AP à l'égard des prestataires publics (fournisseurs de médicaments, BTP...) mais aussi de ses employés, s'élevaient à 7,2 Mds USD en juillet 2024.

2. CHUTE VERTIGINEUSE DE L'ACTIVITÉ TOURISTIQUE

Le nombre de clients des hôtels en Cisjordanie et à Jérusalem-Est a chuté de 84% au cours du premier semestre 2024 par rapport au premier semestre 2023. Leur nombre depuis le début 2024 a atteint 59 800, avec 138 900 nuitées. 83% de ces clients sont des Palestiniens. Le secteur du tourisme a été touché dans son ensemble : le nombre d'employés y travaillant a diminué de 39,7 % par rapport à la même période en 2023 en Cisjordanie (24000 salariés dans les Territoires palestiniens en 2024, ce qui représente 4% de la population active). Quant à la bande de Gaza, la guerre a mis fin à toute forme d'activité touristique, entraînant la fermeture (voire la destruction partielle ou totale) d'environ 5000 établissements d'accueil et entreprises liées au secteur. 15000 Gazaouis auraient ainsi perdu leur travail.

3. CHUTE DE LA CAPITALISATION BOURSIÈRE DES ENTREPRISES PALESTINIENNES

La valeur marchande des entreprises cotées à la Bourse de Palestine a chuté de 22,4 % en un an de conflit entre Israël et le Hamas, selon l'agence Anadolu. En effet, la Bourse de Palestine a clôturé avec une capitalisation boursière de 3,9 Mds USD à la fin de la séance du 6 octobre 2024, en baisse par rapport aux 5 Mds USD à la fin de la séance du 4 octobre 2023, la dernière avant le début du conflit. Le Palestine Stock Exchange est composé de 49 sociétés cotées en bourse opérant dans 5 secteurs

principaux : banques et services financiers, assurances, investissements, industrie et services. Il en est de même pour l'indice de Jérusalem, qui mesure la performance des 15 sociétés cotées les plus actives : il a diminué de 26,8 % pour atteindre 479,2 points, par rapport à la session du 4 octobre 2023, qui était de 654,3 points.

PRINCIPAUX INDICATEURS DES PAYS DE LA ZONE

	SOURCE	ÉGYPTE	IRAK	IRAN	ISRAËL	JORDANIE	LIBAN	PALESTINE	SYRIE
POPULATION - 2023 (MILLION)	FMI / WEO	106	43	87	9,8	10,3	5,4	5,5	23
PIB (Mds USD) - 2023	FMI / WEO	394	255	366	522	51	18	17	8
PIB / HAB. (USD) - 2023	FMI / WEO	3728	5884	4234	53233	4946	3315	3177	353
CROISSANCE PIB RÉEL (%) - 2023	FMI / WEO	3,8	-2,7	3,0	1,5	2,6	0,5	-7,4	-1,5
SOLDE BUDGÉTAIRE (% PIB) - 2023	FMI / WEO	-6,0	-7,7	-5,5	-4,2	-5,2	0	-3,9	-8,0
DETTE PUBLIQUE (% PIB) - 2023	FMI / WEO	96	49	31	62	114	280	63	n/a
RATING COFACE	COFACE	C	E	E	A3	C	D	n/a	n/a
INFLATION MENSUELLE EN G.A. (%)	Statistiques officielles	28,1	4,0	30,9	3,0	1,8	35	6	n/a
PMI	Statistiques officielles	49,6	n/a	39,6	47,4	n/a	48	n/a	n/a
EXPORTATIONS FRANÇAISES (M€) 2023	Douanes françaises	1742	331	282	1803	339	362	17	22
IMPORTATIONS FRANÇAISES (M€) 2023	Douanes françaises	1117	1655	41	1471	47	98	4	5

* = DONNÉES BANQUE MONDIALE

AGENCE DE NOTATION COFACE - ESTIMATION DU RISQUE DE CRÉDIT MOYEN DES ENTREPRISES D'UN PAYS
A1 TRÈS FAIBLE / A2 PEU ÉLEVÉ / A3 SATISFAISANT / B ASSEZ ÉLEVÉ / C ÉLEVÉ / D TRÈS ÉLEVÉ / E EXTRÊME

LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES
POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

RÉDACTION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

POUR VOUS ABONNER : beyrouth@dgtresor.gouv.fr